

Pékin brise le tête-à-tête entre l'Afrique et l'Europe

Un nouveau colonialisme ? Les médias européens et certains partis d'opposition africains fustigent l'irruption de Pékin en Afrique. Reste que la Chine met en œuvre une politique originale qui marie ses intérêts et le développement des pays du continent.

Depuis la chute du mur de Berlin, l'Europe, désireuse de consacrer à l'Est l'essentiel de ses investissements, a négligé l'Afrique, où elle s'est montrée plus généreuse en conseils de gouvernance et de démocratisation qu'en apport de capitaux frais. Alors que la crise financière achève de discréditer le modèle néolibéral, un autre acteur entre en jeu et renouvelle les perspectives : la Chine, depuis le début des années 2000, a multiplié par huit ses échanges avec l'Afrique noire. En dix ans, ses avancées sont spectaculaires : ouverture d'une ligne de crédit de 2 milliards de dollars pour le gouvernement angolais, destinée à la reconstruction des infrastructures ; investissements dans le secteur du cuivre en Zambie, du charbon au Zimbabwe, du pétrole au Soudan et au Gabon ; acquisition de terres en Ouganda, au Cameroun, en Ethiopie, à Madagascar ; construction de nouveaux barrages, de routes, d'édifices publics...

En 2007, l'annonce du « contrat du siècle » conclu entre la République démocratique du Congo (RDC) et la Chine a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Par son ampleur et par son originalité, ce contrat se démarque des pratiques européennes : conçu sur la base du troc, il prévoyait la mise à disposition par la société d'Etat Gécamines de concessions minières permettant de produire, sur trente ans, 10 millions de tonnes de cuivre, 200 000 tonnes de cobalt et 372 tonnes d'or. En contrepartie, deux entreprises chinoises, China Railway Group et Sinohydro Corporation, s'engageaient à développer le secteur minier et à construire des infrastructures : 3 600 kilomètres de routes, 31 hôpitaux, 145 centres de santé répartis dans tout le pays, 4 universités et 50 000 logements sociaux. En Occident, cet accord a suscité une levée de boucliers, et le FMI a conditionné l'accession au « point d'achèvement », c'est-à-dire l'effacement de 90 % de la dette, à la réduction des engagements chinois. Même si les investissements dans le domaine des infrastructures ont dû passer de 6 à 3 milliards de dollars, le président Joseph Kabila a reçu les moyens de mettre en œuvre les « cinq chantiers » de la reconstruction. La capitale Kinshasa, hérissée de constructions neuves, s'est transformée sous les coups des bulldozers. Dans tout le pays,

des chantiers ont été lancés, de nouvelles routes relient entre elles les capitales provinciales et ouvrent au commerce international des régions jusqu'alors enclavées.

LE CONSENSUS DE PÉKIN

Cette irruption de la Chine ne s'est pas limitée aux grands travaux, elle s'est étendue, avec des fortunes diverses, au secteur de la distribution, à la coopération militaire et à l'agriculture. Au « consensus de Washington », synonyme – pour les Africains – d'ajustement structurel et d'« amaigrissement de l'Etat », s'est substitué le « consensus de Pékin », fondé sur d'autres principes : la non-ingérence politique et le développement du tissu productif. Pékin, comme la coopération asiatique en général (Japon, Corée du Sud), entend moins mettre en œuvre des « programmes de lutte contre la pauvreté » que donner à ses interlocuteurs les moyens de produire et d'échanger davantage. L'aide chinoise se concentre sur les routes, les ports, les chemins de fer, l'énergie et les télécommunications (la fibre optique est arrivée jusqu'à Kinshasa). Conjugué à la stabilisation politique et à la libéralisation de l'économie, le « coup de boutoir » chinois a rendu la RDC attractive : les géants du secteur minier se bousculent au Katanga, tandis qu'Indiens, Brésiliens, Turcs et Sud-Coréens proposent d'investir dans l'agriculture, les ports, les mines ou le commerce...

Qu'il s'agisse de la traite négrière, du commerce de l'ivoire, du caoutchouc ou de l'or, l'Afrique centrale a toujours été au cœur des échanges internationaux. A l'heure actuelle, ces relations ont permis l'arrivée de nouveaux acteurs, et, grâce à la concurrence, les populations espèrent désormais partager le bénéfice de l'exploitation de leurs richesses, même si les pratiques des compagnies chinoises, souvent opaques et indifférentes aux conséquences environnementales et sociales, suscitent des interrogations et parfois de sérieuses protestations : de la Zambie au golfe de Guinée, les partis d'opposition et les syndicats commencent à remettre en question les contrats léonins passés avec Pékin. 



Christophe Boltanski,
Minerais de sang,
Les esclaves
du monde moderne,
Grasset, Paris, 2012.

Tony Busselen,
Une histoire populaire
du Congo, Aden,
Bruxelles, 2011.

Arnaud Zacharie
et Bob Kabamba,
La Reconstruction
congolaise,
Luc Pire, Liège, 2009.

Tom De Herdt
(sous la dir. de),
A la recherche de
l'Etat en RD Congo,
L'Harmattan,
Paris, 2011.

David Van Reybrouck,
Congo. Een geschiedenis
(traduction française à
paraître chez Actes Sud).

Contrats et massacres en République démocratique du Congo



Transports et infrastructures

- Voie ferrée interrégionale
- Voie ferrée en construction
- Route goudronnée
- ✈ Aéroport

Ressources minières et énergétiques

- ◆ Diamants
- Coltan
- Or
- Plomb et zinc
- Manganèse
- Uranium
- ▲ Charbon
- Région stannifère
- Région cuprifère
- ⚡ Pétrole
- ⚡ Barrage hydroélectrique

— Corridor chinois : construction et réhabilitation des infrastructures routières et ferroviaires par les compagnies d'Etat chinoises China Railway Group et Synhydro Corporation, d'après l'accord passé avec la Gécamines (société d'Etat congolaise)

— Meurtres de masse : territoires dans lesquels plus de 5 millions de personnes sont mortes à la suite des guerres de l'est du Congo entre 1998 et 2012

— Zone de forte concentration de personnes déplacées (environ 2 millions dans l'ensemble du Congo oriental, dont la moitié dans le Nord-Kivu)

● Quartier général de la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monuc)

● Présence d'un contingent de la Monuc

● Zone de présence fragmentaire de l'Armée de résistance du Seigneur, où elle attaque toujours violemment les civils et enrôle des enfants soldats

● Conflit agropastoral, groupes armés actifs faisant régner une forte insécurité

● Nord- et Sud-Kivu : zone de guerre où s'affrontent depuis août 2008 les Forces armées de la République démocratique du Congo, les Forces démocratiques de libération du Rwanda, les Mai-Mai (milices locales) et les forces du Congrès national pour la défense du peuple

N.B. : tous les groupes armés – y compris les forces régulières – commettent de très graves violations des droits fondamentaux (pillages, viols, meurtres, recrutement d'enfants soldats). Ils sont aussi souvent impliqués dans les trafics de matières premières, d'armes et de drogue.

Sources : Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monuc) ; Monuc-DPKO Gis Unit ; Unocha ; Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ; carte UNJLC_RDC_02, juin 2006, Centre logistique commun des Nations unies ; Steven Spittaels et Filip Hilgert, « Mapping conflict motives: Eastern DRC », International Peace Information Service, 2008 ; IPIS Research Web Map Eastern DR Congo ; « Mortality in the Democratic Republic of Congo: An ongoing crisis », International Rescue Committee, 2008 ; Tim Whewell, BBC « Newsnight » ; Colette Braeckman, *Le Soir* ; African Development Bank Group ; Africa Research Bulletin ; « Natural resource exploitation and human security in the DRC », Pole Institute, 2004 ; *Railway Gazette International* ; Ushahidi Project ; Energy Information Administration ; Human Right Watch ; Internal Displaced Monitoring Center (IDMC).